



Vers la création d'un corps d'huissiers de justice libéraux ? à suivre...

*Le mardi 15 juin 1999, à 11 heures, a eu lieu à ROME une rencontre au Ministère de la Justice Italien au cours de laquelle M. le Ministre de la Justice, **Oliviero DILIBERTO**, a officiellement fait part à une délégation de l'Union Internationale, composée de son Président, **Me Jacques ISNARD**, de **Me Jean-Paul SPINELLI** et d'une représentation de l'Union Italienne des Officiers Judiciaires menée par **M. MACCHIA**, de la volonté de créer en Italie un corps d'huissiers de justice libéraux.*

Les actions menées depuis de nombreuses années par les officiers judiciaires Italiens, convaincus de la nécessité pour eux d'organiser une profession efficace et compétente, viennent enfin d'être légitimées. C'est une grande victoire pour les officiers judiciaires Italiens mais également pour l'Union Internationale qui s'est toujours trouvée aux côtés des confrères Italiens pour les aider à mener à bien ce projet.

Au delà d'une satisfaction intellectuelle, le fait que les autorités italiennes aient, de manière irréversible, donné leur accord pour instituer en Italie une profession d'huissiers de justice libéraux est éminemment importante, tout d'abord pour un rééquilibrage des



Me ISNARD, Président de l'U.I.H.J., et M. Oliviero DILIBERTO, Ministre de la Justice Italienne
Maître ISNARD, President of I.U.J.O., and Mr Oliviero DILIBERTO, Minister of Justice of Italy

professionnels entre le Nord et le Sud, mais également pour étendre autour de la Méditerranée l'influence et la prééminence de ce statut. Il est également l'occasion de nourrir l'ambitieux dessein d'amener dans le giron de notre organisation, dans un avenir que



nous espérons proche, les Espagnols et les Portugais et tenter de réaliser le « pôle méditerranéen des huissiers de justice ».

Assurément, la politique ambitieuse menée depuis quelques années par le Comité Exécutif de l'Union Internationale et son Président Jacques ISNARD est en train de porter ses fruits. L'idée affirmée sans cesse que la profession n'avancera qu'à la faveur d'une volonté commune d'harmoniser la profession au-tour d'un projet libéral ou indépendant est à présent une réalité. Il faut poursuivre les efforts.

Aujourd'hui, c'est l'Italie. Demain, ce seront les pays tels que la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie. D'autres nations d'Europe Centrale sont sur le point de faire le même choix. La bataille n'est pas gagnée. Il reste encore à convaincre mais savoir que, très prochainement, près de 2000 officiers judiciaires Italiens viendront agrandir la famille libérale est une réelle satisfaction.

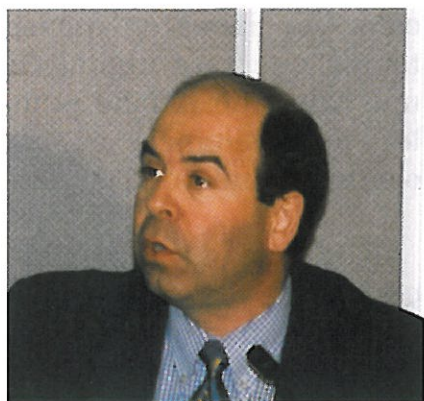
C'est aussi l'assurance, dès lors que cette profession se sera organisée, de pouvoir transmettre les actes judiciaires et extra-judiciaires de France vers l'Italie et d'Italie vers le Bénélux, sans passer par les contraignantes autorités centrales instituées dans le cadre de la Convention de La Haye. C'est assurément de ce point de vue que le sentiment du devoir accompli est le plus fort car il déborde le cadre confraternel pour toucher à l'organisation de la vie des citoyens européens et les donneurs d'ordre ce qui, il faut bien en convenir, est un succès considérable.

Towards creation a corps of liberal Judicial Officers ? to watch...

On Tuesday, June 15, 1999, at 11 AM, an meeting took place in Rome at the Italian Ministry of Justice in the course of which the Honourable Minister of Justice, Oliviera DILIBERTO, officially communicated to a Delegation of the International Union his desire to create in Italy a corps of liberal Judicial Officers. The Delegation in question was composed of the International Union's President, Mr Jacques ISNARD, Mr Jean-Paul SPINELLI and a representation of the Italian Union of Judicial Officers led by Mr MACCHIA.

The attempts made for already numerous years by the Italian Judicial Officers convinced of the necessity to organise their profession into an efficient and competent organ have finally resulted in their becoming legitimised. It is indeed a great victory for the Italian Judicial Officers but equally for the International Union which has always ranged itself at the side of its Italian colleagues to assist them in taking their project to a concrete conclusion.

In addition to the intellectual satisfaction, the fact that the Italian authorities have given their



Maître Jean-Paul SPINELLI,
member of the French Delegation
Membre de la Délégation française

irreversible accord to create in their country a profession of liberal Judicial Officers is particularly important. First, it gives new harmony to the balance between professionals North and South and, furthermore, extends across the Mediterranean regions the influence and the pre-eminence of their status. It also gives impetus to the ambitious design to draw into the bosom of our organisation, in what we hope will be a not too distant future, the Spanish and Portuguese and thus to realise a "Mediterranean Centre of Judicial Officers".

Assuredly, the ambitious plans, for several years already pushed forward by the Executive Committee of the International Union under impetus from its President Jacques ISNARD, has reached the stage of fruition. The idea, stressed incessantly,

that the profession will not make forward strides unless united in a common will to harmonise around a liberal and independent project has today become a reality. We must persist in our endeavours.

Today, it's Italy. Tomorrow, it will be countries such as Latvia, Lithuania, Estonia. Other Central European nations are on the verge of making the same choice. But the battle is not yet won. To keep trying to convince others is our task but to know that very soon nearly 2000 Italian Judicial Officers will swell the ranks of our liberal family brings us a real satisfaction.

There is the further assurance in the realisation that, as soon as this profession finds itself organised, there will exist the authority to direct judiciary and extra-judiciary claims from France to Italy, from Italy to the Benelux countries, without having to take recourse to constraining central powers operating within the framework of the Convention of The Hague.

A period of apprenticeship will definitely be necessary, but the Italian Judicial Officers know they can count on the assistance of their French colleagues in this new and quite exciting endeavour.

Les officiers judiciaires Italiens dans la cour des grands

Les officiers judiciaires italiens viennent enfin d'être reconnus comme des juristes à part entière puisque, au terme d'un projet de loi qui devrait être présenté aux députés puis aux sénateurs à l'occasion de la rentrée parlementaire d'Automne, le Ministre de la Justice Italien et le Gouvernement dont il est issu ont décidé de libéraliser la profession des officiers judiciaires de l'autre côté des Alpes.

Le projet présente un certain mimétisme avec celui actuellement en vigueur en France et c'est naturel puisqu'il s'en est fortement inspiré. Nous allons rapidement en faire une analyse synthétique afin de comprendre les conditions dans lesquelles s'effectueront ces activités.

Hormis les activités naturelles de l'huissier de justice que nos confrères italiens exercent déjà mais de manière indirecte puisque celles-ci leur étaient demandées soit par les avocats soit par les magistrats, les officiers judiciaires italiens continueront de procéder à la signification des actes judiciaires et extra-judiciaires.

Ils procéderont à différentes constatations, dans un premier temps, à la demande du Juge, sorte de constat d'audience, et mèneront à bien les procédures d'expulsion.

D'autres activités naturellement dévolues, sont la saisie mobilière, les ventes aux enchères, les inventaires et les protêts avec possibilité de prise de titres exécutoires, sur la base d'un effet impayé et protesté.

Au-delà de ces fonctions, le projet a prévu de créer des

contrôles réguliers de connaissance et la mise en place sous le contrôle de l'Etat, autorité de tutelle, un système de formation continue.

L'accès à la profession sera possible pour les ressortissants italiens uniquement, pour les seuls titulaires d'un diplôme universitaire et après avoir passé avec succès un examen professionnel organisé par le Ministère de la Justice.

Au titre de l'organisation professionnelle, le système de la compétence territoriale au niveau de la Cour d'appel a été retenu. Bien entendu, plusieurs études auront la même compétence à l'intérieur de cette circonscription.

Un ordre national sera créé dont les missions seront d'organiser la profession et d'être l'interlocuteur privilégié de la Chancellerie. Cette organisation aura également fonction de chambre disciplinaire.

Un tarif sera aussi mis en place avec demande de provision possible et facturation d'honoraires à la charge du créancier.

Une assurance "responsabilité civile" devra être souscrite par tous les offi-

ciers judiciaires en même temps que sera organisée une caisse de retraite pour les professionnels et les clercs ou employés d'études.

Bien entendu, la modification de la profession créant de nouveaux besoins, le Code Civil et surtout le Code de Procédure Civile italien seront modernisés.

La publication de ce projet a fait dire au Président ISNARD, lors de son entrevue avec le Ministre de la Justice Italien, que nos confrères transalpins bénéficieront dès lors que ce projet sera voté du statut le plus moderne et le plus accompli qui soit.

Un apprentissage sera indispensable mais les officiers judiciaires italiens savent qu'ils pourront compter sur les compétences de leurs collègues français pour les aider dans cette nouvelle tâche Ô combien exaltante.





The Italian judicial officers at the court of the grandees



Left to right : Mr ISNARD, President of IUJO, Mr MACCHIA, President of National Union of Italian Judicials Officers, Mr DILIBERTO, Minister of Justice, Mr SCHEPIS, administrative secretary of Union of Italian Judicials Officers, and Mr D'AURORA, Secretary

De gauche à droite : Me ISNARD, Président de l'UIHJ, M. MACCHIA, Président de l'Union Nationale des Huissiers de Justice Italiens, M. DILIBERTO, Ministre de la Justice, M. SCHEPIS, secrétaire adjoint de l'Union des Huissiers de Justice Italiens, et M. D'AURORA, Secrétaire de cette même Union.

The Italian Judicial Officers finally have received complete official status as legitimate Jurists in the wake of a legislative draft bill to be introduced into the House of Representatives and to the Senate at the start of the Autumn Parliamentary session. The Italian Minister of Justice and the Government responsible for this bill have decided to liberalise the profession of Judicial Officers at the other side of the Alps.

The initiative is to an extent an imitation of the one currently in place in France, which is not surprising since it drew heavily on the latter for its inspiration. We shall give herewith a brief summary analysis in order to elucidate the conditions under which the newly acquired activities will be carried out.

Outside of the normal duties of the Judicial Officer such as are already carried out by our Italian colleagues (in an indirect fashion since they spring from requests of lawyers or magistrates), the Italian Judicial Officers will continue serving notification of writs by court decision or decision out of court. They will proceed with their different investigations, but in the first instance following the request of the Judge, sort of hearing by the court, and will carry the procedures of expulsions to its satisfactory conclusion.

Other activities that are a natural evolution of these pro-

ceedings are the seizure of movable property, the sale of goods by auction, inventories and deeds or protest with possibility of issuance of writ of execution, on the basis of property un paid for and contested.

Above and beyond these functions, the project foresees the creation of regular controls to test the practitioner's knowledge, and the establishment, under the control of the State as supervisory authority, of a system of continuous development.

Access to the profession shall be restricted to Italian nationals, to holders of a university degree only and only after they have successfully passed a professional examination organised by the Ministry of Justice.

In the matter of professional organisation, the system of territorial jurisdiction at the Court of Appeal level has been maintained.

It is understood that several Offices shall have the same competencies within the interpretation of this description.

A national association will be created whose purpose will be to organise the profession and to function as the preferential representative of the Chancellery. Equally, this association will exercise disciplinary functions.

Equally, a tariff shall be put in place with request for possible allocation of funds and billing of remunerations to the charge of the creditor.

All Judicial Officers must subscribe to an insurance policy for "*civil liability*" and at the same time a retirement fund will be set up for the professionals and the clerks or employees of the Offices.

As is to be expected, the modifications to the profession will bring in their train new needs and will in consequence require up-dating of the Italian Civil Code and, especially, of the Civil Code of procedure.

The granting of official status to this project prompted President ISNARD, during his meeting with the Italian Minister of Justice, to remark that our transalpine colleagues will henceforth be accorded a status that is amongst the most modern and the most accomplished in existence today.



1999 - *An de grâce pour les huissiers de justice Italiens*

L'Italie est en Europe. Il était normal que le statut de l'Officier Judiciaire Italien change.

En vérité, l'exigence d'harmoniser, donc de faciliter et d'accélérer les relations entre les huissiers de justice des différents Etats est devenue nécessaire, non seulement entre ceux dépendant de la Communauté Européenne, mais également pour l'ensemble des Etats du Monde.

Les nombreuses conventions bilatérales qui réglementent les rapports entre les différents pays sont une preuve de cette nécessité de changement et d'harmonisation. Mais sur la base de quel statut doit être harmonisée la profession ? Est-ce celui de l'huissier de justice fonctionnaire ou celui de l'huissier de justice libéral ?

Le passé de l'huissier de justice Italien est, à cet égard, symptomatique. Jusqu'à aujourd'hui, le statut de l'officier judiciaire Italien était un compromis entre l'huissier libéral et le fonctionnaire dépendant de l'Etat.

Les différents textes législatifs ou réglementaires concernant la profession ont progressivement vidé cette fonction de sa substance et les attributions des Officiers Judiciaires Italiens se sont réduites à un point tel qu'on a pu penser que la profession ne survivrait pas à de tels coups de boutoir.

L'Union Italienne des Officiers Judiciaires, consciente du danger que courait la profession, a patiemment mais invariablement mené une campagne de sensibilisation auprès de la classe politique, des opérateurs économiques, du monde universitaire et des Officiers Judiciaires eux-mêmes, aidée en cela par l'Union Internationale et son Président Jacques ISNARD, pour rétablir une profession compétente et efficace en Italie.

C'est finalement en 1999, à l'aube du troisième millénaire, que le Ministre Italien de la Justice, M. Oliviero DILIBERTO, démontrant qu'il ne suffit pas de penser les réformes mais également qu'il était fondamental de les appliquer, a officiellement fait part de son intention de présenter dans les premières semaines de la ren-

trée parlementaire de Septembre le projet de loi instituant une profession libérale d'huissier de justice en Italie.

C'est en effet à l'occasion d'une rencontre officielle au Ministère de la Justice Italien, le 15 juin 1999, à laquelle assistait une Délégation de l'U.I.H.J. représentée par son Président, Jacques ISNARD, et Me Jean-Paul SPINELLI, ainsi qu'une représentation de l'Union des Officiers Judiciaires Italiens constituée de son Président, Corrado MACCHIA, de son Secrétaire, Arcangelo d'AURORA, et du Secrétaire administratif, Antonino SCHEPIS, que cette annonce a été formalisée. Cette nouvelle ne peut que satisfaire les Confrères du reste de l'Europe mais également du monde car, à partir de l'instant où le Décret réglementera la profession, la transmission des actes entre l'Italie et les autres pays sera considérablement améliorée.

Espérons que l'an 2000 sera l'occasion de mettre en place durablement une collaboration professionnelle efficace de manière à faire que ces instruments techniques mis à notre disposition soient utilisés de manière efficiente.

1999 - *A blessed year for the Italian Judicial Officers*

Italy is located in Europe. Therefore it was normal that the status of the Italian Judicial Officer was going to change.

Indeed, the need to harmonise, to make relations between the Judicial Officers of the various states easier and faster has become necessary not only between those within the European Community but also the rest of the world.

The innumerable bilateral conventions that regulate the relationships between the various countries prove this need for change and harmony. However, on which basis does the profession need to be harmonised? Is it the one of the Judicial Officer who works as an official or as a professional Judicial Officer?

In this respect the history of the Italian Judicial Officer is symptomatic. Until now, the status of the Italian Judicial Officer was a compromise between the liberal Judicial Officer and the Official who is

subordinated to the Government. The various laws and regulations governing the profession have progressively drained the substance from this position and the powers given to the Italian Judicial Officers have been reduced to such an extent that at a certain stage it was thought the profession would not survive such attacks.

Aware of the danger the profession was running, the Italian Union of Judicial Officers has organised a public awareness campaign addressed to the political parties, the economic traders, the universities and the Judicial Officers themselves, assisted by the Union Internationale and its President, Jacques ISNARD, to restore a competent and efficient profession in Italy.

Eventually, in 1999, on the eve of the third millennium, the Italian Minister of Justice, Sir Oliviero DILIBERTO, proving that it is not enough to work out reforms but that it was also essential to implement them, has officially declared his intention to present the draft which institutes the free profession of Judicial

Officer in Italy, during the first weeks after the new parliamentary session in September.

Indeed, it was on the occasion of an official meeting at the Italian Ministry of Justice, on June 15, 1999, attended by a delegation of the International Union, represented by its President, Jacques ISNARD, and Me Jean-Paul SPINELLI, as well as a representation of the National Union of Italian Judicial Officers composed of its President, Corrado MACCHIA, its secretary, Arcangelo d'AURORA, and the administrative secretary, Antonio SCHEPIS, that this announcement was formally made. This news can only please our colleagues from the other European countries and from the rest of the world since from the moment that this decree will govern the profession, the communication of writs between Italy and the other countries will be considerably improved.

let us hope that the year 2000 will constitute the opportunity to work out an efficient professional cooperation so that the technical instruments that are placed at our disposal can be used efficiently.



1999 - Anno di grazia per i confratelli italiani

L'Italia è in Europa e il conseguente processo di osmosi che ne deriva non poteva non coinvolgere la figura dell'Ufficiale giudiziario italiano.

In verità, l'esigenza di armonizzare, facilitare e accelerare i rapporti fra gli Ufficiali giudiziari dei diversi Stati non è avvertita solo in rapporto agli Stati aderenti alla Comunità Europea ma è, tale esigenza, sentita e necessaria per tutti i rimanenti Stati del mondo : le innumerevoli convenzioni bilaterali e internazionali che regolano attività di competenza degli Ufficiali giudiziari e l'esistenza della stessa Unione Internazionale degli Ufficiali giudiziari fanno fede di questa necessità.

Quale assetto giuridico dell'Ufficiale giudiziario in Italia è illuminante : fino ad oggi in Italia l'Ufficiale giudiziario è stato una via di mezzo fra il libero professionista e il funzionario dipendente. Orbene, anzi direi male, quanto più leggi, leggi-

ne, circolari, obblighi burocratici, cavilli, e simili ne hanno compresso la natura liberale tanto minore è stata la resa di un prodotto efficiente, sia nei confronti del cittadino italiano sia e ancor di più nei confronti dei colleghi di altre Nazioni.

In questo ibridismo, per decenni, le funzioni dell'Ufficiale giudiziario in Italia si sono sempre più immiserite, a tal punto da rendere l'Ufficiale giudiziario italiano specie in via di estinzione.

L'Unione Italiana degli Ufficiali Giudiziari, cosciente del grave pericolo, si è quindi attivata perché ciò non accadesse e ha operato una paziente e tenace opera di sensibilizzazione della classe politica, degli operatori del settore, del mondo accademico, e degli stessi colleghi, in ciò incoraggiata anche dall'Unione Internazionale e dal Suo Presidente Jacques ISNARD. Finalmente nell'anno di grazia 1999, alle soglie del secondo millennio, un Ministro di Grazia e Giustizia illuminato, Uomo che ha dimostrato che le riforme oltre che pensare si possono anche fare,

l'Onorevole Oliviero DILIBERTO, nel corso di un incontro tenuto al Ministero di Grazia e Giustizia in Roma, presenti i rappresentanti dell'Unione Italiana, Presidente Corrado MACCHIA, Segretario nazionale Archangelo d'AURORA, Segretario amministrativo Antonio SCHEPIS, ha ufficializzato la Sua intenzione di presentare, nelle competenti sedi legislative, il già pronto disegno di legge per la istituzione della professione intellettuale di Ufficiale giudiziario.

La novità potrà che rallegrare i confratelli del resto d'Europa e del mondo perché anche questa riforma nel nostro Paese sarà un contributo a che gli scambi professionali fra i nostri e i loro studi siano sempre più celeri, diretti, e proficui.

Auguriamoci tutti che, nell'anno 2000, l'invio di una richiesta di collaborazione professionale a un confratello di un altro Paese non debba somigliare, così come oggi, ad una avventura infinita ma ad una attività semplice e veloce tanto quanto lo consentono gli strumenti tecnici che il progresso ci ha messo a disposizione.

Huissier de justice et consul

Patrick HOSS est huissier de justice depuis vingt ans, engagé dans des activités humanitaires en Amérique Latine (notamment par le biais de l'association "Amitiés Luxembourg-Amérique Latine"). Il est aussi, dans le cadre du rapprochement du Grand-Duché du Luxembourg et du Guatemala, Consul Honoraire du Guatemala au Luxembourg.

UIHJ : *Vous êtes à la fois huissier de justice et diplomate, comment est-il possible de cumuler ces deux fonctions ?*

Patrick HOSS : Il y a lieu, d'emblée, de distinguer entre fonctions diplomatiques et consulaires dont la nature même est le reflet d'aspects différents, mais complémentaires des relations entre Etats.

Le consul honoraire agit dans le cadre des attributions que lui confèrent les dispositions de la Convention de Vienne sur les relations consulaires du 24 avril 1963, laquelle établit des règles pour les fonctionnaires de carrière et les fonctionnaires honoraires. Etant donné qu'il n'existait pas d'incompatibilité entre les fonctions d'huissier et celles de consul honoraire, la procédure de nomination et l'exéquatour subséquent pouvaient avoir lieu.

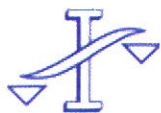
UIHJ : *En quoi consiste votre fonction de consul honoraire et en quoi la qualité d'huissier de justice peut-elle vous aider dans cette tâche ?*

P.H. : Le rayon d'action du fonctionnaire consulaire est très vaste. En abrégé, on pourrait mettre en exergue la fonction de représentation, de protection des intérêts de l'Etat d'envoi et de ses ressortissants en général dans l'Etat de résidence et la fonction administrative, dont le grand public perçoit surtout les actes de légalisation de documents et la délivrance de visas. Comme vous le présentez certainement, il s'agit d'agir au mieux des intérêts d'un pays et de ses ressortissants dans un environnement culturel différent et une sensibilité pour la notion de service est dans ce contexte d'un avantage certain. L'huissier est, quant à lui, bien souvent amené à concilier des intérêts pas forcément convergents, puisqu'il se situe dans un environnement particulièrement sensible dans le cadre des exécutions qui lui sont confiées.

La pratique de la profession et le refus d'un certain manichéisme ont fait que je privilégie dans la mesure du possible la médiation à l'exécution indifférenciée. Vous établirez aisément le lien de parenté entre le concept "bons offices" qui, à mon avis, devrait être indissociable de la fonction d'huissier et la notion de service dont s'inspire le consul honoraire.

UIHJ : *Quels sont les avantages et les inconvénients majeurs de ce cumul de fonctions ?*

P.H. : L'avantage principal est l'approche différenciée des questions auxquels je dois faire face. La fonction consulaire a introduit dans ma vie une dimension nouvelle qui m'a incité à appréhender certains problèmes en partant d'autres prémisses que celles auxquelles j'étais accoutumé et ceci a évidemment



déteint sur la réponse que je réserve à certains défis professionnels. J'y ajouterai un apport en équilibre personnel dû à la nature du travail consulaire propice à la sérénité, ce travail étant rehaussé par la qualité de mes rapports avec mes amis guatémaltèques.

L'activité consulaire a naturellement entraîné un surcroît de travail qui, moyennant quelques aménagements d'ordre interne au niveau de l'organisation de l'étude, n'a toutefois pas eu de répercussions négatives quant à son travail. La question du conflit d'intérêts ne s'est pas encore posée de façon concrète, mais ce cas de figure peut se présenter à chaque juriste cumulant les deux fonctions. En l'espèce, une réponse adéquate pourrait se trouver facilement étant donné que l'acte à poser par un huissier n'est pas lié à la personne physique de l'officier ministériel qui instrumente.

UIHJ : *Comment arrivez-vous à pratiquer vos deux fonctions d'un point de vue matériel ?*

P.H. : Mon étude étant délibérément maintenue à une taille modeste, j'ai toujours bénéficié de "niches" me permettant de m'adonner à des activités humainement gratifiantes telles que le travail dans le cadre d'une ONG (Organisation non-gouvernementale) active en Amérique Latine. Un léger glissement a permis d'intégrer une tâche supplémentaire qui, en termes d'heures de travail, est relativement peu contraignante. Il s'y ajoute qu'en cas d'absence prolongée le recours à un huissier suppléant est toujours possible afin de garantir le service qu'une étude se doit de fournir dans l'intérêt d'une bonne administration de la Justice.

UIHJ : *Encourageriez-vous vos confrères à cumuler leur métier d'huissier de justice avec d'autres fonctions ?*

P.H. : L'huissier se trouve de fait au beau milieu de la société. Je dirais même plus : il se



trouve sur la "ligne de séparation des eaux" d'intérêts et de réalités parfois difficilement conciliables où se croisent notamment l'économique et le social. Sa position d'homme de terrain lui permet de connaître comme peu d'autres professionnels tant la théorie que la situation réelle de ses concitoyens. Pourquoi donc se limiter à la fonction d'accompagnateur de procédure et d'agent d'exécution ?

Dans une société qui se déshumanise, l'huissier devrait pouvoir jouer un rôle qui dépasse celui des attributions de son statut actuel en tenant compte de besoins d'une société réelle qui n'attend pas la publication de lois nouvelles pour évoluer. La faculté d'adaptation de l'individu a toujours été un gage de son intégration. Aussi, ne serez-vous pas surpris que les satisfactions personnelles que j'ai de par le passé tiré de mon engagement humanitaire et de mes autres fonctions m'incitent

à abonder dans le sens d'une plus forte implication des huissiers dans une société qui ne pourrait que profiter de l'expérience accumulée par tant de professionnels.

Quant à ma situation particulière de consul honoraire, elle est due à un enthousiasme sans cesse croissant pour un pays, le Guatemala, qui ne cesse d'étonner par les richesses d'une société multiculturelle, par les trésors de son passé maya, par sa biodiversité unique et j'en passe. Un tel poste est une aubaine qui permet, non seulement de reconsidérer ses propres "certitudes" d'homme occidental issu d'une société de consommation, mais aussi de se lancer des défis.

UIHJ : *Si vous aviez à choisir entre vos deux fonctions ?*

P.H. : C'est une question difficile et que j'esquiverai en vous répondant qu'au bout de presque vingt ans de carrière d'huissier mes besoins et mes convictions me poussent à m'investir dans des projets profitant au plus grand nombre. Le cheminement de chaque individu est personnel et un concours de circonstances particulières a voulu que l'huissier et le consul honoraire se rencontrent un jour en la même personne. Depuis lors ils ont trouvé qu'ils faisaient bon ménage et que les obligations de l'un trouvaient leur complément dans l'idéal de l'autre.

UIHJ : *Y a-t-il, à votre connaissance, d'autres huissiers de justice dans le monde cumulant comme vous ces deux fonctions ?*

P.H. : Je ne connais pas de confrères dans la même situation mais je me réjouirais de savoir que j'ai des frères jumeaux.

UIHJ : *En tant qu'huissier de justice, vous vous êtes certainement préoccupé du sort de l'exécution au Guatemala, y a-t-il, là-bas, des huissiers de justice ?*

P.H. : La profession d'huissier n'est pas connue en tant que telle au Guatemala et l'exécution de décisions de justice en matière civile cause souvent problème. La procédure civile n'a pas connu l'adaptation à la nouvelle donne de l'évolution de la vie économique et commerciale telle que nous la vivons dans nos pays industrialisés.

Il y a néanmoins lieu de signaler qu'après plusieurs décennies de léthargie le Guatemala connaît depuis plus de dix ans un renouveau institutionnel, une revitalisation de l'initiative et une propension à l'écoute et au dialogue pour tout ce qui pourrait être susceptible de contribuer à la modernisation des fonctions de l'Etat.

UIHJ : *Pour terminer, pourriez-vous nous dire ce que vous pensez de l'Union Internationale ?*

P.H. : Dans un monde qui s'est globalisé il est essentiel de disposer d'un organe représentatif, à la fois porte-parole et avocat d'une fonction qui est le garant de l'application d'une Justice civile dans des pays où la norme légale est le régulateur et la référence d'une société organisée. Regroupant des Chambres Nationales de pays de traditions judiciaires et de réalités socio-économiques différentes, elle est bien placée pour canaliser les demandes, fournir des appuis et faciliter les échanges à un niveau qui permet tant la perspective générale que l'approche particulière. Alors que de nos jours les frontières ne sont plus que virtuelles à bien des égards, l'UIHJ joue un rôle vital pour le devenir de la profession de l'huissier et de l'agent d'exécution et je pense que le haut niveau de sa représentativité ainsi que sa compétence en font un interlocuteur de choix particulièrement précieux.

F. D.



Judicial officer and consul

For the past 20 years, Patrick HOSS has been a Judicial Officer involved in humanitarian endeavours in Latin America (notably through the expressed interests of the organisation "Luxembourg-Latin American Relations"). He is also, as part of the forging of bonds between the Grand-Duchy of Luxembourg and Guatemala, the Honorary Consul of Guatemala in Luxembourg.

UIHJ : *You are at the same time Judicial Officer and diplomat. How is it possible to hold these two positions simultaneously ?*

Patrick HOSS : It is first and foremost necessary to make a distinction between diplomatic and consular functions whose very nature reflect different but complementary aspects of the relations between States. The honorary consul performs within the framework of powers conferred on him by the provisions of the Vienna Convention of April 24, 1963, on consular relations, which establish rules for career civil servants and honorary civil servants. Given that there existed no incompatibility between the duties of a judicial officer and those of an honorary consul, the procedure of nomination and the subsequent execution could thus take place.

UIHJ : *What is the nature of your functions as honorary consul and in what way does your capacity as judicial officer assist you in carrying out these duties ?*

Patrick HOSS : The range of consular duties is very extensive. Briefly, we could highlight the function of representation and protection of the interests of the emissary State and, in general, those of its nationals in the resident State. Added to that there is the administrative function of which the public at large is mostly aware through the process of legalisation of documents and the issue of visas. As you no doubt realise, it is a matter of acting in the best interests of a country and its nationals within an environment that is culturally different. There is no doubt that a feeling for service is in this context of great advantage. A judicial officer is by the very nature of his profession quite often forced to conciliate interests that are not necessarily convergent, since he operates in an environment that is particularly sensitive in the matter of enforcements that are entrusted to him. The practice of the profession and refusal to over-simplify matters to a common denominator make me favour as much as possible the route of mediation over the undifferentiated execution. It is not difficult to establish a close relation between the concept "good offices" which, in my opinion, should not be dissociated from the function of the judicial officer and the notion of service which is the province of the honorary consul.

UIHJ : *What are the major advantages and disadvantages of this plurality of functions ?*

Patrick HOSS : The principal advantage is the differentiated approach to questions such as I have to face. The consular function has introduced a new dimension into my life that has spurred me on to perceive certain problems from perspectives different than the ones to which I have been so far accustomed. Obviously, this has influenced the responses with which I face certain professional challenges. A personal balanced stance comes into play that is due to the nature of consular work, which tends towards the peaceful and that is enhanced by the quality of my relationship with my Guatemalan friends.

My consular activities have naturally brought with them an increased workload. Yet, other than a number of internal adjustments and changes in the organisation of my office, this has had no negative consequences on the efficiency of its performance.

The question of conflict of interests has not yet become a serious issue but such a theoretical case can be put to every legal practitioner exercising both functions. In the case in point, an answer is readily found given that the process of execution by a judicial officer is not linked to the physical person of the ministerial officer who orders proceedings to be carried out.

UIHJ : *How, from a material point of view, do you manage to practise both your functions ?*

Patrick HOSS : Deliberately keeping my office on a modest scale, I am thus able to benefit from moments that allow me to indulge in activities that from a human point of view are very gratifying indeed. I refer to my work with the non-government organisation, ONG (Organisation non gouvernementale) which is active in Latin America. A slight adjustment has allowed me to integrate work of a supplementary nature that in terms of

working hours puts relatively little restriction on me. Added thereto is the fact that in case of a prolonged absence, there is always recourse to the help of a substitute judicial officer in order to guarantee the service that is incumbent on an office in the interest of a proper administration of justice.

UIHJ : *Would you encourage your colleagues to combine their profession of judicial officer with other functions ?*

Patrick HOSS : By necessity, the judicial officer finds himself well in the middle of things in society. It would go even one step further : he finds himself at the "*line of the parting of the waters*", meaning the line where interests and realities become sometimes difficult to reconcile and where notably social and economic issues cross paths. His position as man in the field allows him, as few other professionals, to have knowledge of the theories as well as of the practices that guide the lives of his fellow citizens. Why then limit oneself to the more function of being a servant of procedure and enforcement agent ? In a society that tends to dehumanise itself, the judicial officer should be able to play a role surpassing the more attributes of his actual status, taking into account the needs of the real society which does not wait for the publication of new laws to evolve. An individual's capacity for adaptation has always been a measure of his capacity for integration.

You will also not be surprised to hear that the personal satisfactions such as I have in the past derived from my involvement in the humanitarian field and from my other functions find me fully in favour of a much stronger involvement of judicial officers in the workings of society that cannot but profit from the accumulated experiences of so many professionals.



As to my own case of honorary consul, it is due to an ever growing enthusiasm for a country, Guatemala, that does not cease to astonish by the riches of its multi-cultural society, by the treasures of its Mayan past, by the variety of its unique ecology, to give but a few examples. Such a position as this is a windfall that allows one not only to reconsider one's own "convictions" as western man and product of a wasteful society, but also to set oneself certain challenges.

UIHJ : *And what if you had to make a choice between your two functions ?*

Patrick HOSS : That is a difficult question and I shall dodge it by answering that at the end of nearly twenty years of being a judicial officer, my needs and convictions push me into investing in projects for the benefit of the largest number of people. Each individual travels a different road and a combination of particular circumstances have willed it that the judicial officer and the honorary consul met one day in one and the same person. Ever since that moment they have found that they managed very well together and that the duties of the one could find their complement in the ideals of the other.

UIHJ : *To the best of your knowledge, is there anywhere in the world another judicial officer combining these two functions ?*

Patrick HOSS : I know of no colleagues in the same situation but it would please me to find out that I had twin brothers somewhere.

UIHJ : *In your capacity of judicial officer, you must certainly be interested in the future of enforcement practices in Guatemala. Do judicial officers operate in that country ?*

Patrick HOSS : The profession of judicial officer is not known as such in Guatemala and the enforcement of court decisions often

cause problems. The Code of civil procedure has not adapted itself to the new impetus of the evolution of economic and commercial life such as we know and experience it in our industrial nations.

It must nonetheless be said that, after a number of decades of lethargy, Guatemala has for more than ten years now known an institutional revival, the revitalisation of a trend towards initiative, a propensity to listen and to engage in dialogue in all matters that could likely prove contributive to the modernisation of the State machinery.

UIHJ : *As a final question, could you give us your opinion about the International Union ?*

Patrick HOSS : In our global world, I see the presence of a representative body as essential, both as spokesman and advocate of a function that is the guarantor that civil justice be carried out in countries where the legal standards are the regulators and points of reference for an organised society. Gathering together into one organ the National Chambers of countries with a judiciary tradition and of different socio-economic realities, the International Union is well positioned to channel applications, lend support, and facilitate the exchanges on a level that permits the general perspective as well as the particular approach. Thus, while today's national boundaries have in many aspects become no more than virtual, the UIHJ plays a vital role in the future of the profession of judicial officer and the enforcement agent. I believe that the high level of its representativeness as well as its competency make it into a choice and particularly valued representative.





Le premier séminaire nordique



Les Chambres Nationales des Huissiers de Justice danois, finlandais, norvégiens et suédois ont organisé, du 21 au 23 avril 1999, à Göteborg sur la côte ouest de la Suède, un séminaire scandinave sur les voies d'exécution.



Pour la première fois, les huissiers de justice de chaque Etat scandinave ont pu rencontrer leurs homologues et ce, grâce à l'initiative du Président ISNARD qui, dès 1997, avait inspiré le concept d'une telle rencontre.

LES THEMES

Les travaux se sont répartis sur deux jours et demi entre diverses commissions (Workshops). Les thèmes suivants ont notamment été traités :

- Les situations de surendettement des particuliers qui résident et travaillent dans deux Etats différents ; il s'imposait de comparer les conditions d'exercice dans chaque pays et de trouver les voies d'une harmonisation.

- La saisie des meubles.

- L'amélioration de la Convention de La Haye sur la signification, de la Convention de Bruxelles/Lugano sur la reconnaissance et l'exécution des décisions de justice,



Mme Eva LIEDSTRÖM-ADLER
Présidente de l'Association des
Huissiers de Justice de Suède
Mrs Eva LIEDSTRÖM-ADLER,
President of the Swedish
Association of Bailiffs

des conventions nordiques. Le titre Exécutoire Européen a été intégré dans la réflexion.

- La révision de la Convention scandinave relative au droit de la faillite.

- La saisie des rémunérations.

L'objectif était de mettre en évidence les disparités des divers systèmes juridiques en Scandinavie qui constituent un obstacle à une exécution efficace. La recherche d'une méthode d'harmonisation s'imposait donc.

LES MODALITES

Les Commissions étaient composées de 7 à 9 huissiers de justice, issus d'Etats scandinaves différents, bien entendu, et présidées par un responsable désigné, chargé de présenter la synthèse des travaux le dernier jour.

Les rapports des sept commissions devaient contenir successivement :

- une description linéaire de chaque système,
- une mise en évidence des convergences et des divergences législatives,



De gauche à droite : Me VANHEUKELEN, Président de la Chambre Nationale Belge, Me Jacques ISNARD et Me Marie-Thérèse CAUPAIN, respectivement Président et 1ère Vice-Présidente de l'U.I.H.J., Me BERTAUX, Président de la C.N.H.J., et Mme KENNETT, Professeur de droit judiciaire à l'Université de Keele

Left to right : Mr VANHEUKELEN, Président of National Chamber of Belgium, Mr Jacques ISNARD and Mrs Marie-Thérèse CAUPAIN, respectively President and first Vice-President of IUJO, Mr BERTAUX, President of French National Chamber, and Mrs KENNETT, Professor of adjective law at the University of Keele

- une sélection des problèmes les plus urgents,
- le cas échéant, la formulation de quelques propositions de changement.

LES RESULTATS

■ La Commission "surendettement des particuliers" a formulé au conseil ministériel nordique une proposition selon laquelle les décisions relatives au surendettement des particuliers auront force exécutoire dans tous les pays scandinaves : une innovation !

Ce groupe a l'intention de poursuivre ses travaux en septembre.

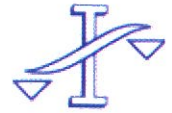
■ La Commission "faillite" a constaté l'inadéquation de la convention scandinave relative au droit de la faillite par rapport aux nécessités de la pratique.

Cette Convention ne prévoit pas de mesures de coercition pour contraindre le débiteur résidant dans un Etat à se présenter devant les Tribunaux ou les curateurs d'un autre Etat.

La Convention de l'Union Européenne relative au droit de la faillite est attendue avec impatience.

■ La Commission "saisie des rémunérations" a relevé de profondes disparités entre les systèmes juridiques scandinaves dans cette matière.

Une exclusivité danoise, par exemple : une saisie sur les rémunérations ne peut être mise en œuvre pour des dettes privées. D'une manière générale, la législation danoise est très favorable aux débiteurs, contrairement à la



législation finlandaise. Cela crée des situations discriminatoires que les débiteurs ne se privent pas d'exploiter.

■ Une autre commission a souligné la nécessité de poursuivre les efforts pour la création d'un titre exécutoire européen. Si l'Europe accumule les obstacles à ce projet, il faudra bien se résoudre à créer un titre exécutoire nordique.

Les autres commissions ont mis en évidence les similitudes dans les législations relatives aux saisies des meubles.

En revanche, de nombreuses divergences existent en matière d'investigations sur la situation patrimoniale des débiteurs. A l'exception de la Suède, tous les Etats scandinaves connaissent des limitations légales au droit d'obtenir communication de documents officiels.

Cette commission a également l'intention de poursuivre ses travaux et de proposer des conventions dans cette matière.

L'AUDITOIRE

Les représentants des ministères de la Justice de tous les pays scandinaves, de même que les représentants des services publics suédois,

ont participé à la séance de synthèse et à la clôture du séminaire. Nous espérons que les propositions formulées ont attisé leur intérêt et promettent une fructueuse collaboration.

80 huissiers, répartis dans des commissions différentes, ont apporté leur contribution déterminante à la réussite de ce séminaire : une cinquantaine d'huissiers de justice danois et norvégiens et une dizaine de finlandais, outre les suédois venus des quatre coins du pays.

Ce séminaire a été réalisé en collaboration avec l'UIHJ et nous avons été très sensibles à la présence du Président Jacques ISNARD, de la Vice-Présidente Marie-Thérèse CAUPAIN, de M. Jacques BERTAUX et de M. Charles VANHEUKELEN, respectivement Présidents de la Chambre Nationale française et de la Chambre Nationale belge.

En outre, Mme Wendy KENNETT, professeur de droit judiciaire à l'Université de Keele, a également assisté aux travaux du séminaire. Depuis plusieurs jours déjà, elle étudiait le modèle d'exécution suédois, au Service Public de recouvrement forcé.

Les thèmes ont été traités en norvégien, danois et suédois avec une traduction simultanée en français. La

salle de conférence de Göteborg a résonné de toutes ces langues différentes avec une belle harmonie.

Ce séminaire fut incontestablement très fructueux : de multiples contacts et amitiés se sont noués, les idées ont foisonné. La voie est tracée aujourd'hui en Scandinavie.

La poursuite des actions engagées est confiée au Danemark. Nous attendons donc avec impatience les prochaines initiatives danoises.



Nicola HESSLÉN,
*Secrétaire permanente
pour les pays scandinaves
Permanent Secretary to
Scandinavian countries
and the Baltic States*





The first nordic seminar



The National Chambers of Judicial Officers of DENMARK, FINLAND, NORWAY and SWEDEN organised on April 21 to 23, 1999, at Göteborg on the Swedish west coast, a Scandinavian seminar on the avenues of enforcement.

For the first time, the Judicial Officers of each Scandinavian State were able to meet their counterparts, thanks to the initiative of President ISNARD who, ever since 1997, has been the inspirational spirit for just such an encounter.

THE THEMES

The discussions were spread over a period of two-and-a-half days between a number of Workshops. The following themes in particular were discussed :

- Circumstances bearing upon the indebtedness of individuals who live and work in two different States. This called for a comparison between the conditions of implementation in each

country and for means of harmonising such procedures.

- The seizure of furniture.
- Improvement on the Convention of The Hague on the issuance of writ, of the Brussels/Lugano Convention on the acknowledgement and the enforcement of court decisions, and on Nordic conventions. The question of a European Execution of Writ was integrated into these deliberations.
- The revision of the Scandinavian Convention with reference to right of bankruptcy.
- The garnishment of wages.

The object was to present evidence of the disparity between the various juridical

systems in Scandinavia that constitute an obstacle to an effective process of enforcement. The search for a method of harmonisation thus became a matter for deliberation.

THE METHOD

The Workshops were composed of 7 to 9 Judicial Officers from different Scandinavian States (naturally) and presided over by a designated workshop leader charged with the presentation of a summary of the discussions on the closing day.

The reports of the seven workshops had to deal with, successively :

- a linear description of each system,
- evidence of legislative convergencies and divergencies,
- a selection of the most pressing problems,
- where applicable, the formulation of some proposals for change.



Mr Otto STARK (Norway)

M. Otto STARK (Norvège)

THE RESULTS

◆ The Workshop on "**indebtedness of individuals**" formulated for the benefit of the Nordic Ministerial Council a proposal that would make decisions bearing upon the indebtedness of individuals enforceable in each Scandinavian country : an innovative idea indeed !

This Group intends to carry on its discussions in September.

◆ The Workshop on "**bankruptcy**" noted the inadequacy of the Scandinavian Convention relative to the right of bankruptcy when measured against its requirements in actual practice.

This Convention does not provide for coercive measures to force the debtor of one State to appear before the courts or the trustees of another State.

It is with impatience that one awaits the Convention of the European Union on the right of bankruptcy.

◆ The Workshop on "**garnishment of wages**" revealed profound disparities in substance between the Scandinavian juridical systems.

For instance, there is this Danish exclusivity : a garnishment of wages cannot be executed in the case of private debts. Generally, the Danish legislation, in contrast to the Finish one, is very favourable to debtors. This creates discriminatory situations that debtors are not loathe to exploit.

◆ Another workshop underlined the necessity of pursuing efforts to create a European writ of execution. If Europe places obstacles in the path of this project, it behooves to resolve the problems by the creation of a Nordic writ of execution.

◆ The other Workshops presented evidence of similarities in legislation relative to the seizure of furniture. In contrast, numerous divergencies exist in the substance of the examinations on the matter of estate proerty of debtors.

With the exception of Sweden, all the Scandinavian States are faced with legal limitations in the right to obtain access to official documents.

This workshop also has the intention to pursue its discussions and to propose agreements bearing on this question.

THE AUDIENCE

Representatives of the Ministries of Justice of all the Scandinavian countries, as well as representatives of the Swedish public services were present at the summing-up session and at the closing session of the seminar. It our expressed hope that the proposals formulated were capable of stirring their interest and are a step towards the



Mrs LARSEN (Denmark)

Mme LARSEN (Danemark)





promise of fruitful collaboration.

Eighty judicial officers, divided amongst the various workshops, offered their contributions that effectively made this seminar to successful : about fifty Danish and Norwegian judicial officers and a dozen or so from Finland, plus the Swedish participants come from the four corners of the country.

This seminar was realised in collaboration with the IUHJ. We were very appreciative of the presence of President Jacques ISNARD, of Vice-President Marie-Thérèse CAUPAIN and of Messrs Jacques BERTAUX and Charles VANHEUKELEN, respectively Presidents of the French National Chamber and of the National Chamber of Belgium.

Furthermore, Mrs Wendy KENNET, professor of adjective law at the University of Keele, equally lent her assistance to the seminar's workshops. Already for the past several days, she has been studying the Swedish model



*Left to right : Mr ISNARD, President of IUJO,
Mrs CAUPAIN, first Vice-President of IUJO,
Mr BERTAUX, President of French National Chamber, and
Mrs KENNET, Professor of adjective law at University of Keele*

*De gauche à droite : Me Jacques ISNARD, Président de l'U.I.H.J.,
Me CAUPAIN, première Vice-Présidente de l'U.I.H.J., Me BERTAUX
Président de la Chambre Nationale des Huissiers de Justice de France,
et Mme KENNETT, Professeur de droit judiciaire à l'Université de Keele*

of enforcement, at the Public Department for enforced recovery.

This themes were discussed in Norwegian, Danish and Swedish, with a simultaneous translation in French provided. The conference hall in Göteborg did indeed resound with the echo of all these many different voices, all in splendid harmony.

There is no doubt whatsoever that this seminar proved itself entirely fruitful in so

many various aspects : multiple contacts were made and friendships were forged, ideas burgeoned. Today, the road lies wide-open in Scandinavia.

To follow up on the steps to which the seminar committed itself is now in the hands of Sweden. We await with impatience the coming Danish initiatives.

Nicola HESSLËN,
*Permanent Secretary for
the Scandinavian countries*



De gauche à droite : M. LOUMI, Premier Président de la Cour d'appel, Me CHETOUI, M. Abdallah KALLAL, Ministre de la Justice, et M. BOURAS, Premier Président de la Cour de Cassation

Left to right : Mr LOUMI, Prime President of the Court of appeal, Maître CHETOUI, Mr Abdallah KALLAL, Minister of Justice, and Mr BOURAS, Prime President of Supreme Court of Appeal

18^{ème} Congrès de l'Ordre National des Huissiers de Justice de Tunisie

SOUS LE SIGNE DE :

« La réforme des voies d'exécution est le pilier de la sûreté de l'économie et de la solidarité de la société »



Sous l'égide et en présence du Ministre de la Justice, M. KALLAL Abdallah, s'est tenu, le 16 avril 1999 à Tunis, le Congrès des Huissiers de Justice Tunisiens.

Dans son discours d'ouverture, le Président Amor CHETOUI, a mis en relief le rôle de l'huissier de justice au sein du système judiciaire et l'éminence de sa tâche quant à la réalisation des principes de la justice et l'équité dans un état de droit. Il a insisté pour dire que les huissiers de justice ne cessent de militer pour une société dans laquelle les parties respectent leurs obligations réciproques pour rendre cette Société plus solidaire.

D'autre part, l'entreprise, pilier de l'économie moderne, doit pouvoir s'appuyer sur un système efficace pour l'exécution des décisions de justice. C'est ainsi que les huissiers de justice constituent un élément de développement économique important dans les pays en voie de développement.

D'autre part, le Président CHETOUI a précisé que le projet de réforme des voies d'exécution et le projet de réactualisation des tarifs constituent actuellement les

deux principales demandes des huissiers de justice.

En terminant son intervention, Me CHETOUI a assuré M. le Ministre de la justice et les hauts responsables de son ministère que l'ensemble des membres de l'Ordre National et des Chambres Régionales ne cesse de militer pour un huissier de justice intègre et qui préserve l'honneur de la profession afin de renforcer son image auprès des justiciables.

Répondant au Président CHETOUI, M. le Ministre de la Justice a mis en exergue l'enracinement du corps des

huissiers de justice dans la famille judiciaire qui œuvre dans un esprit de complémentarité et le rôle efficient de cette profession que l'on trouve au début de la procédure et à sa conclusion. Il a énuméré et commenté les textes des nouvelles lois ayant une relation directe avec l'exécution des décisions de justice, et a évoqué la réduction des délais.

C'est ensuite avec un vif plaisir que les congressistes ont pu apprécier les interventions de Me FOUGANI, Président de la Chambre Nationale des Huissiers de Justice du Maroc, de Me CHARAF,



L'octroi d'une médaille d'argent à Me FOUGANI, Président de l'A.N.H.J. du Maroc, par M. LEJMI, Procureur Général de l'État, Directeur des Services Judiciaires au Ministère de la Justice de Tunisie

The granting of a silver medal to Maître FOUGANI, President of Moroccan National Chamber of Judicial Officers, by Mr LEJMI, Public Prosecutor of State, Head Judicial Departments at Ministry of Justice of Tunisia



Grand Huissier de Justice venu d'Egypte, et du Président de la Chambre Nationale des Notaires Tunisiens.

Parmi les travaux du congrès, le rapport moral relate l'activité de l'Ordre National et des Chambres Régionales. Une abondante activité comprenant notamment :

- la modernisation des méthodes de travail,
- une publication en vue de développer la culture juridique de l'huissier de justice et notamment dans le cadre des exécutions,
- la participation aux deux concours de recrutement et la correction des épreuves d'examen,
- l'enseignement à l'Institut Supérieur de la Magistrature,
- la publication du guide pratique de l'huissier de justice,
- l'organisation de colloques et séminaires régionaux et nationaux,

- la protection de l'huissier de justice quant au règlement du coût de ses actes,

- la perspective d'achat d'un immeuble pour installer le siège de l'Ordre National et le développement des relations extérieures dans le cadre de l'U.I.H.J.

Ce rapport moral et le rapport financier ont été approuvés par les congressistes.

Ce congrès s'est achevé par les élections des membres de l'Ordre National qui ont vu Me Amor CHETOUI reconduit au poste de Président. Il sera assisté de Mes Khaled KHLIFI, Abdelaziz LAKOUD, Adel SAIDANE, Mohamed MEJRI, Moncef KHADDOUS et Ezzeddine MESSAI.

Le Conseil de l'Ordre comprend également les Présidents des Chambres Régionales de Tunis, Sousse, Sfax, Monastir, Kef, Gafsa, Gabes et Mednine.

Under the aegis of and in the presence of the Honourable Minister of Justice, Mr Abdallah KALLAL, the Conference of Tunisian Judicial Officers took place in Tunis on April 16, 1999.

In his opening address, President Amor CHETOUI placed in relief the role of the Judicial Officer at the heart of a nation's judicial system and emphasized the importance of his duties in carrying out the principles of justice that are predominant in a society governed by law. He stressed that judicial officers are there to assist in the working of a society whose members take seriously their reciprocal obligations to turn the system into a body of ever growing solidarity.

Furthermore, the commercial enterprise, pillar of modern economy, must be able to have recourse to an efficient and effective system for the execution of legal decisions. It is in this light that the role of the judicial officer must be considered an important cog in the commercial progress of countries on the road to economic development.

UIHJ MAGAZINE adresse ses vives félicitations à M. le Président Amor CHETOUI pour sa réélection à la tête de l'Ordre National des Huissiers de Justice tunisiens ainsi qu'à tous les membres composant ce conseil.



The 18th Conference of the National Order of Judicial Officers of Tunisia

CARRIED OUT UNDER THE SLOGAN :

« *The reform of avenues of enforcement is the cornerstone of a secure economy and of the solidarity of a society* »



The attribution of silver medal to High Judicial Officer of Egypt, Mr CHARAF Abdellatif, by Mr Ben Ayed M^{ad} SALAH, General Inspector of Ministry of Justice of Tunisia

L'attribution d'une médaille d'argent à Me CHARAF Abdellatif, Grand Huissier d'Egypte, par M. Ben Ayed M^{ad} SALAH, Inspecteur Général du Ministère de la Justice Tunisienne

Also, President CHETOUI stressed that the reform projects bearing on the enforcement processes and the project of re-actualisation of tariffs indeed from the two principal demands of the judicial officer.

In closing, Mr CHETOUI assured the Honourable Minister of Justice and the dignitaries of his Ministry that the Assembly of Members of the National Order and the Regional Chambers would not cease to argue in favour of an integrated organ

of Judicial Officers that would preserve the honour of the profession in order to reaffirm its image with those liable to judicial action.

In response to President CHETOUI, the Minister of Justice emphasised the roots of the corps of judicial officers within the judicial family, calling it an organ that functions within the spirit of complementary, and further stressed the efficient role of a profession that is always present at the start of a juridical procedures and at its conclusion. He further underlined and commented on the texts of new legislation as having a direct relation to the execution of court decisions and advocated reducing delays in execution.

It was therefore with great pleasure that the participants in the conference were able to appreciate the comments of Mr FOUGANI, President

of the Moroccan National Chamber of Judicial Officers, of Mr CHARAF, Grand Judicial Officer from Egypt, and of the President of the National Chamber of notaries public of Tunisia.

Amongst the activities of the conference, the report on ethics gives an account of the activities of the National Order and of the regional chambers. These activities encompass a truly impressive range of undertakings, comprising notably :

- the modernisation of operational methods,
- a publication policy with a view to developing a juridical understanding of the role of the judicial officer, particularly in the area of enforcement,
- participation in the two recruitment examinations and the correction of the results,

- educational instruction at the Higher Institute of Public Office,

- publication of the Practical Guide for Judicial Officers,
- organisation of regional and national dialogue and seminars,

- the protection afforded judicial officers with reference to the settlement of costs of their activities,

- there is the further consideration of the acquisition of a building to house the headquarters of the National Order and the development of external relations within the framework of the International Union of Judicial Officers.

This ethical report as well as the financial report was approved by the conference participants.

This conference finished with the election of members

of the National Order that witnessed the return of Mr Amor CHETOUI to the office of President. He will be assisted in his duties by Messrs Khaled KLIFI, Adelaziz LAKOUD, Adel SAIDANE, Mohamed MEJRI, Morced GADDOUS and Ezzedine MESSAI.

The Council of the Order consists equally of the Presidents of the regional chambers of Tunisia, Sousse, Sfax, Monastir, Kef, Gafsa, Gabes and Mednine.

*UIHJ MAGAZINE extends its sincere compliments to **President Amor CHETOUI** on his re-election as head of the National Order of Judicial Officers, as well as to all members of this Council.*



The audience • L'assistance



UNION INTERNATIONALE DES HUISSIERS DE JUSTICE ET OFFICIERS JUDICIAIRES

INTERNATIONAL UNION OF JUDICIAL OFFICERS

42, RUE DE DOUAI - 75009 PARIS - TÉL. 33 1 49 70 12 87 - FAX 33 1 40 16 99 35

e.mail : uihj@huissier-justice.fr

BUREAU EXECUTIF 1997 - 2000

Président	Jacques ISNARD	France
1ère Vice Président	Marie-Thérèse CAUPAIN	Belgique
Secrétaire	Dominique HECTOR	France
Trésorier	Jean CHRISTIN	Suisse
Trésorier adjoint	Léo NETTEN	Pays-Bas
Membres	Luc CLAES	Belgique
	Ghislain BROUHOT	France

Secrétaire Général

René DUPERRAY (F)

Secrétaires permanents

Pour l'Amérique du Nord :

André MATHIEU

511, Place d'Armes Suite 8 -H2Y- 2W7 • MONTREAL (Québec) Canada
Tél. 15 149 823 154 - Fax : G 15 149 823 168 - WWW.PAQUETTE.CA.QC

Pour les pays scandinaves et l'Europe du Nord :

Nicola HESSLEN

kronofogdemyndigheten - S 405 16 GOTEBOURG
Tél. 46 31 63 42 41 - Fax 46 31 63 42 91

Pour les pays Anglo-saxons :

Alexander WALKER

19 Royal Exchange Square • GLASGOW G1 3AB
Tél. 44 412 488 224 - FAX : 44 412 217 944

Pour les pays d'Afrique :

Yacine SENE

88, rue Félix Faure BP 127 • DAKAR - SENEGAL
Tél. 221 821 33 17 - Fax 221 822 83 42

Délégations permanentes

Pour l'Afrique Australe :

Me C.J.V.D.L. FOURIE

121, St Georges Str • SIMON'S TOWN
Tél. : 021 862 435

Pour les Caraïbes :

Me Jacky SIZAM Immeuble Diligenti - appt. 12

Rue José Marti (Rex) • 97110 LA GUADELOUPE
Tél. 05 90 82 85 50 - Fax 05 90 82 51 97

Membres Fondateurs	Membres Adhérents	Membres Observateurs	Membres Cooptés	Accord de coopération et missions d'expertise
*Belgique	*Afrique du Sud	*Hongrie	Danemark	
	*Algérie	*Ile Maurice		
*France	Allemagne	*Irlande	Finlande	Viet-nam
	Autriche	*Madagascar		
*Grèce	*Bénin	*Mali	*Haïti	
	*Burkina Faso	*Maroc		Cuba
Italie	*Cameroun	*Niger	Louisiane	NAPPS - USA
	*Canada	*Pologne		
*Luxembourg	*Côte d'Ivoire	*Sénégal	Norvège	Lettonie
	*Congo	*Slovaquie		
*Pays-Bas	*Ecosse	Suède	République de Russie	
	*Gabon	*Togo		Brésil
*Suisse		*Tunisie	Roumanie	

* Pays exerçant la profession sous la forme libérale

Liste établie au Congrès de Stockholm - Juin 1997

Conseil Permanent de l'UIHJ



PARIS 25 et 26 Novembre 1999